

# Myanmar-Birmanie. De l'incendie de village au procès d'Aung San Suu Kyi : visages de la junte

lundi 21 juin 2021, par [Frontier Myanmar](#) (Date de rédaction antérieure : 19 juin 2021).

**Cette semaine du 11 au 18 juin, la Tatmadaw a - semble-t-il - incendié un village de la région de Magway ; une branche armée de l'Union nationale karen a été accusée de massacrer des civils ; le procès d'Aung San Suu Kyi a débuté à Naypyidaw ; un cessez-le-feu a été annoncé (puis contesté) dans l'Etat de Kayah. (Réd. *Frontier*)**

## Sommaire

- [Magway en feu](#)
- [Massacre à Myawaddy](#)
- [La Dame en procès](#)
- [Le cessez-le-feu contesté \(...\)](#)

## Magway en feu

Les Nations unies au Myanmar publient une déclaration dans laquelle elles s'alarment de la « forte détérioration de la situation des droits de l'homme au Myanmar ». La déclaration cite l'incendie présumé par la junte d'un village de la région de Magway [région au centre de la Birmanie] et un massacre apparent perpétré par un groupe ethnique armé, qui sont d'ailleurs les deux principaux sujets que nous vous présentons cette semaine.

La junte et la résistance civile se sont mutuellement accusées de l'incendie survenu mardi soir dans le canton de Pauk, à Magway. Des centaines de maisons ont brûlé. L'incendie a fait au moins deux morts parmi les personnes âgées. Contrairement à ce qui s'est passé lorsque les militaires ont accusé les Rohingyas de brûler leurs propres maisons en 2017 – un récit qui a été adopté par de nombreux partisans de la Ligue nationale pour la démocratie – l'opinion publique est fermement contre la Tatmadaw [forces armées] à ce propos.

*Myanmar Now* rapporte que l'incident a commencé mardi matin, 15 juin, lorsque des civils armés ont tendu une embuscade à une colonne de soldats de la junte près du village de Pauk, affirmant avoir tué 15 soldats ennemis lors de l'attaque. En représailles, les forces de sécurité ont fait une descente dans le village de Kinma, tirant sans discernement et forçant les habitants à fuir leurs maisons.

Un témoin a déclaré à *Myanmar Now* qu'il a vu « cinq hommes en uniforme de police » mettre le feu à une maison, et lorsque les habitants ont essayé d'éteindre les flammes, « environ 40 autres policiers sont arrivés » pour les en empêcher. En fin de compte, 200 maisons ont été réduites en cendres, tuant tragiquement un couple de personnes âgées qui était resté sur place – lorsque le reste de la famille avait fui – parce qu'ils n'étaient pas assez bien pour se déplacer. *The Irrawaddy*,

qui a fourni des détails similaires sur les événements qui ont conduit à l'incendie du village, a rapporté qu'un autre civil avait été blessé par balle à la jambe pendant le déchaînement des forces armées.

Avec la même énergie que celle manifestée durant la crise des Rohingyas, la junte a nié toute responsabilité dans l'attaque, rejetant la faute sur les « terroristes » et affirmant que ses soldats ont aidé à éteindre l'incendie. La junte a accusé les médias de « tromper l'opinion publique et de discréditer les forces de sécurité ». Elle a déclaré qu'elle s'efforcerait « d'arrêter et de poursuivre les terroristes qui ont tendu une embuscade aux forces de sécurité et mis le feu aux maisons ». La junte a publié une autre déclaration, insistant une fois de plus sur le fait qu'elle n'était pas responsable, accusant la Force de défense populaire [liée au Gouvernement d'unité] d'avoir mis le feu au domicile d'un membre du parti pro-militaire Union Solidarity and Development Party. La déclaration indique que la Tatmadaw a fait de son mieux pour éteindre les flammes et a même sauvé deux femmes âgées qui avaient été piégées dans le village.

L'histoire de la junte semble invraisemblable sous plusieurs angles. Tout d'abord, les villageois disent avoir vu les forces de sécurité allumer les incendies. Il n'est pas non plus très logique que les forces de défense locales incendient le village : certains de leurs membres vivaient probablement à Kinma, et ils auraient au moins pu compter sur le soutien de ses habitants. Et, bien sûr, l'armée dispose d'un récit formaté en la matière qui remonte bien au-delà des attaques de 2017 contre les Rohingyas.

### **Massacre à Myawaddy**

La junte a accusé l'Organisation de défense nationale karen (KNDO) de massacrer 25 civils travaillant sur un projet de pont supervisé par l'armée au sud de Myawaddy, dans l'Etat de Kayin. La KNDO est une branche armée de l'Union nationale karen, mais beaucoup plus petite que l'Armée de libération nationale karen, plus connue. Selon les médias d'Etat, un groupe d'une trentaine de soldats de la KNDO a enlevé, le 31 mai, six femmes et 10 enfants sur le chantier de construction. Entre le 1<sup>er</sup> et le 9 juin, toutes les femmes et tous les enfants se sont « échappés », ainsi que six parmi les hommes. Le fait que toutes les femmes et tous les enfants se soient échappés semble être une trop grande concomitance. Il est beaucoup plus probable qu'ils aient été libérés, ce qui constitue le premier point d'interrogation quant à la fiabilité du rapport. Les médias d'Etat ont publié des photographies de 25 cadavres alignés dans une forêt, dans laquelle ils ont apparemment été trouvés sur une période de deux jours.

La KNDO a répondu à ces allégations, contestant certains aspects de l'histoire, mais apparemment pas l'allégation principale selon laquelle elle aurait commis un massacre. Le groupe armé a déclaré que les hommes tués n'étaient pas des ouvriers du bâtiment comme le prétend la junte, mais des « membres des services de renseignements militaires » déguisés en civils. Dans une interview accordée à un média affilié, un responsable de la KNDO a admis avoir tué « quelques soldats de la Tatmadaw ». Mais il a précisé qu'il s'agissait de « venger le sang de civils innocents ». Ce n'est pas dit explicitement, mais il semble que le KNDO admette avoir exécuté des combattants ennemis en dehors des combats, ce qui constitue toujours une violation de la Convention de Genève. Le KNDO a également publié des photos « d'uniformes et d'équipements militaires » saisis sur les personnes tuées pour prouver qu'il ne s'agissait pas de civils.

La KNU (Karen National Union) n'a pas semblé très satisfaite, affirmant qu'elle allait « enquêter » sur ces allégations afin de « révéler la vérité ». La KNU a ajouté qu'elle « ne peut accepter le meurtre de civils ». Le mouvement pro-démocratie doit également veiller à ne pas nuire à sa

réputation, étant donné qu'une Force de défense populaire a récemment combattu aux côtés de la KNU à Myawaddy, à peu près au même moment que le massacre, et que le chef du groupe a déclaré à CNN qu'il formait des combattants civils.

## **La Dame en procès**

Le premier des trois procès d'Aung San Suu Kyi s'est ouvert lundi 14 juin à Naypyidaw (la capitale officielle). Khin Maung Zaw, qui dirige son équipe d'avocats, a déclaré qu'Aung San Suu Kyi « ne semblait pas très bien », mais un autre avocat a affirmé qu'il s'agissait simplement d'une rage de dents dont elle se remet déjà.

Au cours de l'audience de lundi, deux majors de la police sont venus à la barre, l'un pour témoigner contre Aung San Suu Kyi et le président déchu Win Myint pour avoir prétendument violé les restrictions liées au Covid-19 pendant la campagne électorale de l'année dernière, l'autre pour évoquer les accusations selon lesquelles Aung San Suu Kyi aurait importé et possédé illégalement des talkies-walkies. L'audience a duré environ cinq heures et la défense n'a pas eu l'occasion de répondre, mais elle le fera probablement lorsque le procès reprendra ce lundi 21 juin. L'audience du mardi 15 juin s'est concentrée sur les accusations liées à une autre violation présumée des mesures restrictives liées au Covid-19 et sur une accusation d'incitation (au renversement de l'Etat).

Mardi 15 juin, l'équipe de défense a eu l'occasion de répondre à certaines des allégations formulées par les plaignants. Le tribunal a entendu un fonctionnaire de l'administration du district de Naypyidaw qui avait déposé une plainte au titre de la section 505(b) du Code pénal pour incitation, et un ancien membre de la LND qui avait déposé une plainte au titre de la section 25 de la loi sur la gestion des catastrophes naturelles pour avoir prétendument violé les restrictions liées Covid-19 lors la campagne électorale de 2020.

En ce qui concerne les accusations d'incitation au titre de l'article 505(b), qui découlent de déclarations du parti de la LND, l'équipe de défense a fait valoir que, puisque le trio est en détention depuis les premières heures du coup d'Etat, l'accusation doit « prouver que les déclarations publiées par le parti après le coup d'Etat sont de leur cru ». C'est une tâche apparemment impossible. Il sera donc intéressant de voir comment l'accusation et le juge réagiront, d'autant plus que le monde entier sera aux aguets.

L'avocate Min Min Soe a déclaré qu'Aung San Suu Kyi « semblait en bonne santé » et que le mal de dents dont elle souffrait auparavant s'était « calmé ». Elle a également déclaré qu'Aung San Suu Kyi « souriait parfois » au cours de l'audience, ce qui, nous ne pouvons que le supposer, était dû à l'absurdité de la procédure. Mais elle n'a pas donné de détails. Entre-temps, la junte a bloqué – sans explication – la demande des avocats de la défense de fournir à Aung San Suu Kyi environ 3000 dollars, selon *The Irrawaddy*. Elle avait récemment demandé à ses avocats d'envoyer cet argent afin de pouvoir payer la famille qui s'occupe d'elle. Les avocats ont déclaré qu'une livraison de nourriture et de médicaments qu'Aung San Suu Kyi avait également demandée lui était parvenue, mais qu'elle avait été « retardée » – sans doute une fois de plus par la junte – et qu'en conséquence, certaines marchandises étaient avariées au moment de leur arrivée.

## **Le cessez-le-feu contesté à Kayah**

Après des semaines de combats dévastateurs dans l'Etat de Kayah (Etat Karenni), la Force de défense des nationalités karenni (KNDF) et la Tatmadaw auraient accepté un cessez-le-feu

temporaire après avoir tenu des négociations le 11 juin à Taunggyi, capitale de l'Etat de Shan. Mais tout n'est pas aussi simple qu'il n'y paraît. La KNDF est une coalition peu structurée de groupes de résistance civils armés et de groupes ethniques armés de tout l'Etat. Or, tous ne sont pas d'accord avec le cessez-le-feu.

Selon les premiers rapports, la délégation de la KNDF comprenait des membres des Forces de défense populaires et de certains groupes ethniques non nommés, tandis que la délégation de la Tatmadaw était dirigée par le commandant du commandement oriental. Les pourparlers se sont déroulés en présence de prêtres catholiques romains. A la suite de ces discussions, la KNDF a publié une déclaration annonçant le cessez-le-feu temporaire avec les militaires, mais a promis de « continuer à s'opposer à la junte militaire par tous les moyens » et a averti la population de rester « sur ses gardes ».

Les combats dans la région du Kayah et dans le sud du Shan ont déplacé plus de 100 000 personnes, dont beaucoup ont un besoin urgent d'aide humanitaire. Les efforts pour les atteindre sont bloqués par la Tatmadaw, qui montre une fois de plus sa volonté de prendre en otage sa propre population afin d'obtenir ce qu'elle veut et d'avoir un avantage tactique sur des ennemis qui ne sont pas prêts à s'abaisser au même niveau de sauvagerie. Il semble que le commandant régional ne se soit même pas engagé à autoriser l'aide humanitaire en échange du cessez-le-feu, se contentant de dire qu'il « examinerait » la demande.

Mais quelques instants après l'annonce, un homme prétendant être un porte-parole de la KNDF a rejeté le cessez-le-feu, affirmant que certains membres de la coalition n'avaient « pas été consultés ». La même source a déclaré que les négociations étaient menées par les forces locales des gardes-frontières, qui sont nominalement sous le contrôle de la Tatmadaw, mais qui auraient combattu aux côtés des forces anti-militaires depuis le coup d'Etat. Il semble clairement y avoir un manque de confiance et de communication au sein de la KNDF.

Un membre du Comité de la jeunesse Kayah Li Phu, un autre groupe de civils armés qui fait partie de la KNDF, a également déclaré qu'il « n'acceptera pas » le cessez-le-feu. Cependant, d'autres groupes locaux semblent prêts à accepter le cessez-le-feu pour le moment.

« Même si les combats reprennent, nous ne pouvons plus faire cela dans les zones urbaines car ils [les militaires] brûlent tout. Des familles ont perdu leurs maisons », a déclaré le porte-parole d'un groupe du canton de Demoso que *The Irrawaddy* a décrit comme une Force de défense populaire. Le porte-parole a ajouté que plus de combats signifient « plus de destruction de nos maisons ».

---

## Frontier

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais.

---

## P.-S.

A l'encontre

[https://alencontre.org/asie/birmanie/myanmar-birmanie-de-lincendie-de-village-au-proces-daung-san-su-kyi-visages-de-la-junte.html](https://alencontre.org/asie/birmanie/myanmar-birmanie-de-lincendie-de-village-au-proces-daung-san-suu-kyi-visages-de-la-junte.html)